Une copie erronée du coran retirée du marché

Page 24

LA SONELGAZ DÉCIDE

Les factures d'électricité moins chères dans le Sud

Page 3

LE JEUNE INDEPENDANT

N° 6151 - SAMEDI 04 AOÛT 2018

www.jeune-independant.net direction@jeune-independant.net

PRIORITÉ À LA PROPRETÉ DE LA VILLE

Annulation du festival de la chanson amazighe

Page 5

Suite aux dernières protestations

LES MISES EN GARDE DE BEDOUI

Dans un contexte national marqué par plusieurs mouvements de protestation et les réactions de la classe politique plaidant pour une transition démocratique, le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, Noureddine Bedoui, a prévenu avant-hier que l'Etat «ne tolèrera aucune atteinte à sa stabilité ni à sa sécurité», soulignant la détermination de celui-ci à poursuivre son combat «sans relâche» contre le terrorisme et ses sources.

Page 3



DR



LAHBIRI ENGAGE SA VISION

LIMOGEAGES À LA DGSN POUR LA MÉTAMORPHOSE

Page 2

PRÉSIDENTIELLE AU MALI

UN REMAKE DE 2013



Page 24

IL DRIVERA LES VERTS JUSQU'EN 2022

BELMADI OU LA DERNIÈRE CARTE DE ZETCHI



Page 13

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION FONDÉ LE 28 MARS 1990 – ISSN 1111-0115. PRIX : ALGÉRIE 10 DA, FRANCE 1 EURO



FACE À LA MULTIPLICATION DES SIGNAUX CONTRADICTOIRES

Léger recul du pétrole

LE MARCHÉ du brut devient de plus en plus hésitant. C'est l'incertitude et le doute qui planent chez les investisseurs, qui ne savent plus où se dirige ce marché, menacé par tant de tensions et qui, du jour au lendemain, accuse des reculs. En dépit des déclarations optimistes et des tendances lourdes sur l'économie mondiale, notamment au niveau de la demande et de la croissance dans certaines zones, le marché du brut demeure encore coincé dans ses contradictions.

Le marché peine à trouver une direction forte, face à la multiplication de signaux contradictoires. Ainsi, le recul est là dans tous les échanges internationaux.

Hier vers 10h GMT, le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en octobre valait 73,32 dollars sur l'Intercontinental Exchange (ICE) de Londres, en baisse de 13 cents par rapport à la clôture de jeudi.

Dans les échanges électroniques sur le New York Mercantile Exchange (Nymex), le baril de «light sweet crude» pour le contrat de septembre cédait 5 cents, à 68,91 dollars.

Les prix sont sans direction, le marché peine à trouver un nouveau catalyseur», a commenté Lukman Otunuga, analyste chez FXTM.

La hausse de la production de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) et les craintes d'une escalade de la guerre commerciale qui oppose les Etats-Unis à ses partenaires empêchent les prix de grimper, mais les perspectives de perturbation de l'offre, notamment en Iran, les maintiennent à des niveaux élevés.

«Jeudi, les prix ont été soutenus par l'annonce que l'Iran conduirait des exercices militaires dans le détroit d'Ormuz», a rappelé Konstantinos Anthis, analyste che ADS Securities.

Alors que les sanctions américaines vont s'appliquer en Iran à partir de lundi, en raison de la sortie de Washington de l'accord sur le nucléaire iranien, la tension monte au Moyen-Orient.

A plus long terme, les marchés ont également noté que le président américain Donald Trump souhaitait assouplir les régulations environnementales sur le secteur de l'automobile mises en place par son prédécesseur, Barack Obama.

«Des normes sur la consommation d'essence moins strictes vont être mises en place», ce qui devrait doper la demande, a estimé Stephen Brennock, analyste chez PVM.

Mais, pour d'autres experts, il faudra attendre la réalité de la décision américaine sur les sanctions contre l'Iran, ce lundi, pour pouvoir juger de l'ampleur des dégâts sur le marché du brut.

M.K.

LAHBIRI ENGAGE SA VISION

Limogeages en série à la DGSN avant la métamorphose

Le nouveau directeur général de la Sûreté nationale, le colonel Mustapha Lahbiri, compte faire redresser la tête à la Police après la grande tempête qui a balayé sur son passage plusieurs hauts gradés de ce corps.

Pas de leadership lorsqu'il s'agit de défendre les intérêts du pays, puisque l'objectif est le même pour les différentes institutions de sécurité du pays, à savoir la sécurité du territoire national. C'est la devise adoptée par Mustapha Lahbiri pour mener sa «révolution » depuis sa désignation, le 26 juin passé par le président de la République, en remplacement du général-major Abdelghani Hamel, actuel chef d'Afripol.

La DGSN fait sa mue. Selon certains experts nationaux, les conséquences ayant découlé de l'affaire des 701 kilogrammes de cocaïne saisis le 30 mai dernier au port d'Oran par les éléments de l'Armée nationale populaire (ANP) et les forces de sécurité conjointes ont conduit à des changements dans le corps de la Sûreté nationale, et à la métamorphose de sa vision et même de sa communication. En plus des limogeages de certains chefs de Sûreté de wilayas, notamment d'Alger, d'Oran et de Tizi Ouzou, sans parler d'autres hauts responsables, Mustapha Lahbiri a, pour la première fois dans les annales de la Police algérienne, félicité ouvertement et publiquement les opérations de qualité réalisées par les services des Douanes, après la saisie de près de 3 millions d'euros (plus de 41 milliards de centimes en dinars). En effet, quelques heures seulement après les deux opérations de saisie de près de trois millions d'euros réalisées par des douaniers au poste frontalier de Tébessa et à l'aéroport international d'Alger, le DGSN a tenu à féliciter son homologue le directeur général des Douanes, Farouk Bahamid, pour ces deux grands succès remportés contre la criminalité organisée. Dans une lettre de félicitation rendue publique mercredi passé, Lahbiri a salué, au nom de tous les personnels de la Sûreté nationale, son homologue des douanes algériennes pour l'opération de qualité réalisée par les douaniers du poste frontalier de Betita à Tébessa, où plus de deux millions d'euros ont été saisis grâce à la vigilance et à l'expérience des éléments des Douanes. Insistant sur le travail en commun et un partenariat fort et permanent, le colonel Lahbiri a appelé l'ensemble des services de sécurité à travailler en cohésion pour l'intérêt du pays, sa sécurité et sa stabilité. Qualifiant l'opération de haute qualité, le DGSN a rappelé aussi que «cette opération traduit la grande détermination et la conscience professionnelle des différents corps de sécurité pour faire face à toutes les formes de criminalité transfrontalières qui menacent la société civile», s'adressant au DG des Douanes. Il a également noté et salué le partenariat efficace entre diverses institutions de sécurité, soulignant que le renforcement d'une coordination énergique entre elles est le seul et unique rempart contre la criminalité transnationale sous toutes ses formes. A partir de cette lettre de félicitation il est évident que la politique de communication de la DGSN vit une métamorphose, car en parallèle et dans un nouveau communiqué datant d'avant-hier, elle a déclaré l'installation d'une nouvelle direction des relations publiques (la communication). Désormais, la mission est attribuée au commissaire principal de police Abdelhakim Belouar, qui devient le nouveau directeur de la communication. Dans son communiqué, la DGSN a annoncé l'installation d'un nouveau staff dirigeant de sa cellule de communication et de presse. En promettant une communication transparente aux médias et à la société civile, elle compte faire de sa direction de la communication un exemple parfait. «Le but est d'informer l'opinion publique sur toute l'actualité policière dans le strict respect des dispositions légales et juridiques», ajoute le communiqué de la DGSN. « Notre devoir est d'accompagner les médias et la société civile dans toutes leurs activités se rapportant à la mission constitutionnelle de la Sûreté nationale, à savoir la protection des personnes et des biens.», indique pour sa part la cellule de communication. «Cette première approche traduit la nouvelle vision de la Direction générale de la Sûreté nationale en matière de communication», conclut le communiqué.



Sofiane Abi

PILLAGE DES RESSOURCES NATURELLES SAHRAOUIES

Le Polisario dénonce les tentatives de l'UE

LE BUREAU permanent du Secrétariat national (SN) du front Polisario a dénoncé les tentatives qui se déroulent au niveau de l'Union européenne (UE) visant à légaliser le pillage des ressources naturelles sahraouies et à faire fi des décisions de la Cour de justice de l'Union européenne (CJUE), a indiqué l'Agence de presse sahraouie (SPS).

Dans un communiqué sanctionnant sa réunion tenue mercredi sous la présidence du président de la République sahraouie, secrétaire général du front Polisario, Brahim Ghali, le bureau a «dénoncé les tentatives qui se déroulent au niveau de l'UE visant à rendre légal le pillage des ressources naturelles et à faire fi des décisions de la CJUE. Cela constitue, par conséquent, une violation flagrante du droit européen, du droit international et du droit international humanitaire».

Par ailleurs, le bureau permanent du SN a réitéré son appel à l'ONU pour intervenir «immédiatement» afin de libérer les détenus du groupe Gdeim Izik et tous les prisonniers politiques sahraouis détenus dans les geôles marocaines.

Le bureau permanent du SN a abordé le déroulement des programmes nationaux sur différents thèmes, notamment le programme d'été en faveur des jeunes et des étudiants ainsi que les préparatifs du 3e congrès de l'Union des étudiants de Sakia El Hamra et Oued Eddahab, prévu à la fin du mois en cours. Il a abordé également la réunion de l'université d'été des cadres sahraouis, prévue le 4 août à Boumerdès (Algérie) en tant qu'expérience pour la formation, la culture et la communication ainsi que pour la concrétisation des valeurs de la fraternité, de l'amitié et de la solidarité entre les deux peuples, algérien et sahraoui.

Le bureau permanent du SN a salué, par ailleurs, «le rôle exceptionnel de l'armée de libération populaire sahraouie (ALPS) pour faire face à tous les risques sécuritaires issus des politiques de l'occupant marocain, qui menacent la paix et la stabilité dans la région.

H.B.

SUITE AUX DERNIÈRES PROTESTATIONS

Les mises en garde de Bedoui

Devant un contexte national marqué par plusieurs mouvements de protestations et les réactions de la classe politique plaidant pour une transition démocratique, le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, Noureddine Bedoui, a mis en garde avant-hier en indiquant que l'Etat « ne tolèrera aucune atteinte à sa stabilité et à sa sécurité», soulignant sa détermination à poursuivre son combat « sans relâche » contre le terrorisme et ses sources.



Bedoui, qui a présidé une réunion de coordination avec les cadres de son département en prévision de la prochaine rentrée scolaire, s'est montré plus « avertissant », réitérant que « l'Etat œuvrera et usera de tous les moyens pour assécher les sources du terrorisme, défendre l'intégrité du territoire national et frapper d'une main de fer tous ceux qui veulent porter atteinte à la sécurité du citoyen ». « L'Algérie est un Etat d'institutions», a dit le ministre. «Ceux qui veulent profiter de la situation et du citoyen à l'approche de chaque échéance politique doivent savoir que le citoyen algérien est attaché à son pays et soutient ses institutions et accorde une importance particulière et inconditionnelle à sa sécurité et sa stabilité », a déclaré Bedoui.

Il a appelé, à ce propos, les citoyens algériens à « ne pas succomber aux appels de ceux qui veulent semer le doute et qui sont très loin des défis internes et externes auxquels fait face le pays », affirmant que l'Algérie est un Etat d'institutions respectueux de ses rendez-vous constitutionnels. Tentant d'absorber la colère de la rue et de calmer les esprits, le ministre de l'Intérieur a tenu à mettre en avant «la bravoure des enfants de l'Algérie qui ont atteint, selon ses termes, un haut niveau de conscience. Une prise de conscience qui garantit la protection et la stabilité du pays, rejetant de suivre ceux qui appellent à la fitna, jaloux des réalisations de l'Algérie», dit-il

Il a mis l'accent, par ailleurs, sur la poursuite de la démarche de développement entreprise par le gouvernement tout en plaçant le citoyen au cœur de toutes les politiques dans le cadre de la sérénité et de la paix.

Le ministre n'a pas manqué, en outre, de saluer « la maturité politique que le pays a atteint et qui a été renforcée par de nouveaux principes et valeurs issus de la révision de la Constitution ».

Les protestations des Algériens observées dans plusieurs wilayas du pays telles Ouargla, Djelfa, Sidi Bel Abbes et pour la énième fois à Tamanrasset sont loin d'être des actes relevant du terrorisme. Leurs revendications sont comme à l'accoutumée d'ordre socioéconomique. Ces protestataires affirment qu'ils n'ont besoin que d'être écoutés et voir leurs doléances prises en considération. Notamment celles liées au développement local qui souffre encore en 2018 des pratiques bureaucratiques exercées au grand jour par les responsables locaux en abusant du pouvoir qui leur est confié.

De ce fait, la haute sphère est appelée à «revoir sa copie» avec ses représentants au niveau des collectivités locales à même de gagner la confiance du peuple et en faire le pivot de toute stratégie de développement.

Aziza Mehdid

PRÉPARATIFS DE LA RENTRÉE SCOLAIRE 2018-2019

Des instructions fermes aux walis

«**POUR ASSURER** une rentrée scolaire dans de bonnes conditions, l'Etat a mobilisé toutes les ressources humaines et matérielles pour la réhabilitation des établissements scolaires avant la prochaine rentrée scolaire», a affirmé le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, Noureddine Bedoui.

M. Bedoui, qui présidait une réunion de coordination avec les cadres du ministère en vue de s'enquérir des préparatifs de la prochaine rentrée scolaire, a fait savoir que la commission intersectorielle en charge de la préparation de la rentrée sociale a mobilisé toutes les ressources matérielles et humaines pour relever le défi de la réhabilitation des établissements scolaires avant la prochaine rentrée scolaire. Et ce, pour donner à l'école algérienne « la place qui lui sied », a-t-il dit. A cette occasion, le ministre a passé en revue nombre de rapports élaborés par près de 100 cadres du ministère (grade d'administrateur principal), mobilisés durant cette deuxième mission d'inspection, tenue en juillet dernier et ayant touché toutes les wilayas. Les rapports portaient sur le suivi de la réhabilitation des écoles primaires et ses différentes infrastructures telles que les cantines, le transport scolaire et le chauffage.

Le ministre de l'Intérieur a affirmé qu'il donnera des instructions aux walis pour «passer à la vitesse supérieure » concernant la réhabilitation, faisant état d'une autre mission d'inspection que mèneront les cadres du ministère au début de septembre prochain, dans le but de s'enquérir de l'application des instructions données à cet effet. M. Bedoui a instruit, à ce titre, les cadres du ministère de veiller au « suivi quotidien sur le terrain et d'élaborer des rapports hebdomadaires sur le développement des opérations de la réhabilitation », soulignant que le secteur « a tracé des objectifs, à court et moyen terme, qu'il faut réaliser durant la prochaine rentrée scolaire». Le ministre de l'Intérieur, qui a relevé nombre d'insuffisances portant notamment sur le manque d'employés chargés de l'hygiène dans les écoles, de lignes de transport scolaire et d'équipements des cantines, a affirmé que le décret exécutif relatif aux délégations de service public «qui sera promulgué prochainement» aura «des effets positifs sur ce volet » et impulsera une nouvelle dynamique à la coopération entre opérateurs publics et privés. « Il est temps d'intégrer les petites et moyennes entreprises (PME) spécialisées dans la restauration, le transport scolaire et l'hygiène », a-t-il ajouté.

A signaler que plusieurs mesures ont été prises en prévision de la prochaine rentrée scolaire, dont la mobilisation de 84 000 postes budgétaires, pour assurer une bonne gestion des écoles primaires, dont 45 000 postes au profit des diplômés des centres de formation professionnelle (restauration, transport et maintenance), outre un quota supplémentaire au profit des wilayas du Sud et des nouvelles wilayas déléguées. Aussi, 27 milliards de dinars ont été consacrés pour l'achat de 3 500 bus de transport scolaire en faveur de toutes les communes du pays, dont 600 seront disponibles dès septembre prochain, outre le dégel de 15 milliards de dinars destinés à la surveillance et à la maintenance des écoles primaires (50% de ce montant seront destinés à équiper les établissements en chauffage et climatiseurs). Outre les 26 milliards de dinars consacrée à la gestion des cantines, une autre enveloppe a été réservée pour le soutien de la transition énergétique en vue d'équiper les écoles pilotes, à travers les 48 wilayas, d'équipements fonctionnant avec des énergies renouvelables. Il a été procédé également au dégel de 1 540 projets relevant du secteur de l'éducation nationale dont la réalisation et la réhabilitation des écoles primaires et des cantines à travers le territoire national.

Lynda Louifi



SUITE AU DERNIÈRES RECLAMATIONS

Les factures d'électricité moins chères dans le Sud

LES FACTURES d'électricité des habitants du Sud seront désormais réduites de 65%. C'est ce qu'a annoncé le ministre de l'Energie Mustapha Guitouni lors d'une visite de travail dans la wilaya de Relizane, jeudi passé.

A présent, les habitants des wilayas du Sud bénéficieront de l'électricité subventionnée par l'Etat. Cette décision intervient après les protestations des habitants de certaines wilayas, notamment celle de Ouargla, suite aux fréquentes coupures du courant électrique dues aux fortes chaleurs, qui ont enregistré cette année des records, dépassent même 50°C. Guitouni, qui commentait ces mouvements de protestation lors d'une rencontre sur les énergies renouvelables la semaine passée à Alger, a déclaré que les fortes chaleurs ont affecté les équipements de la Sonelgaz. Cette dernière est selon le ministre sur le terrain, et « les dépannages se font » et que « les gens travaillent 24 heures sur 24». Selon le ministre, les conditions climatiques, que « nous ne pouvons pas contrôler », dit-t-il, sont à l'origine de ces coupures qui ne dépassent pas les trois heures. Il les a d'ailleurs imputé au «tirage qui se fait sur les câbles en même temps », expliquant que les coupures sont normales, du fait qu' « on a dépassé les 50°C».

Cependant, cette décision de réduction sur la facture d'électricité, qui été proposée dans le cadre du projet de loi des finances 2018, est perçue comme une solution qui vise à calmer les esprits et absorber la vague de protestation dans certaines wilayas du Sud. Surtout que la situation prend de l'ampleur, plusieurs autres wilayas après Ouargla, comme Tamanrasset, ayant choisi la voie de la protestation pour faire entendre leur voix.

Guitouni a en outre affirmé que Sonelgaz est en mesure de faire face à la demande accrue, et de maîtriser les coupures de courant causées par la hausse record de la température surtout dans le Sud du pays.

Il a par ailleurs assuré que le groupe Sonelgaz «a un avenir prometteur dans les marchés maghrébins et africains» dans les domaines de l'exportation de l'électricité et l'investissement en énergies renouvelables. Le ministre a fait savoir que Sonelgaz, qui réalise actuellement, à travers ses deux filiales, une station de transformation électrique basée sur l'énergie solaire au Soudan et en réalisera bientôt au Mali et dans d'autres pays africains, est en négociations avancées pour l'exportation de l'énergie électrique en Tunisie et en Libye.

Il a d'autre part révélé le taux de consommation nationale d'électricité qui, dit-il, a atteint mercredi plus de 13.900 mégawatts sur un total de 16.000 mégawatts produits par Sonelgaz. Selon lui, cette situation «confirme que le réseau est stable», avant qu'il ne signale certains délestages qui n'ont pas, affirme-t-il, duré longtemps.

Lilia Ait Akli



LES SOUSCRIPTEURS EXIGENT LA REPRISE DES TRAVAUX

LES SOUSCRIPTEURS des 140 logements LPA d'Amizour sont à nouveau en colère. Ils sont revenus avant-hier à la charge en observant un sit-in devant le siège de la wilaya.

Les manifestants exigent la reprise des travaux, et interpellent le wali afin qu'il inciter les intervenants (maître d'ouvrage, promoteurs, etc.) à relancer les travaux qui ont débuté il y a trois années.

Les bénéficiaires de ces logements rappellent avoir versé leurs apports financiers personnels pour l'acquisition de ces derniers alors que le projet peine à avancer. Pour sa part, le promoteur Kamel Louiba explique que «l'arrêt des travaux est purement technique et il a été exigé de lui la réalisation d'une expertise visant le renforcement de certaines parties des travaux».

Il affirme que «les travaux vont bientôt reprendre et que dès le mois de septembre le chantier sera très animé ».

Il y a quelque temps, il avait expliqué que le retard était dû à un litige concernant la liste des bénéficiaires établie, et ce avant qu'une liste soit définitivement ficelée».

Hier, il a demandé aux souscripteurs de patienter et de compléter leurs dossiers.

Il s'est également plaint du retard de certains dans le payement, du retard des aides du FNPOS qui tardent à être versées, de même pour ceux qui ont eu recours au financement bancaire. Selon des souscripteurs, «le taux d'avancement du projet n'a pas encore atteint les 20%, alors que la livraison des logements était prévue pour 2015».

Les bénéficiaires indiquent que sur neuf blocs regroupant ces 140 logements, trois ou quatre blocs ne sont pas encore érigés. Notons que les pouvoirs publics ont déjà mis en demeure le promoteur.

Par ailleurs, des habitants du village Iftissen, dans la commune de Sidi Ayade, se sont rassemblés hier matin devant le siège de l'APC afin d'exiger de la direction des travaux publics d'ériger un pont pour enjamber l'Oued Soummam à la RN 26, au lieu-dit Rémila, depuis leur village. Ils ont fait part de leur calvaire quotidien qui consiste à faire un détour, tous les jours, par Maâla et Sidi Ayade, soit un parcours de 5 km.

Un engagement leur avait été donné lors d'une récente rencontre pour débloquer dans un premier temps, une enveloppe financière de 15 millions de dinars pour la réalisation d'un passage solide, et ce en attendant la réalisation d'une bretelle depuis la pénétrante autoroutière jusqu'à la RN 26. Cependant, les choses tardent à se mettre en œuvre à ce jour, se plaignent les mécontents qui interpellent, une nouvelle fois, les autorités afin de concrétiser les engagements pris.

N. Bensalem.

LUTTE CONTRE LA SÉCHERESSE

Un plan national en voie de finalisation

Le plan national de lutte contre la sécheresse sera finalisé à la fin de 2018 pour être mis en œuvre dès 2019, a indiqué dernièrement le premier responsable de la Direction générale des forêts (DGF), Ali Mahmoudi.



Ce plan est en cours d'élaboration par l'expert algérien Safar Zaitoun, désigné par la Convention des Nations-Unies sur la lutte contre la désertification (UNCCD), en partenariat avec les organismes et les centres de recherche nationaux habilités, a indiqué M. Mahmoudi à la presse en marge d'une réunion d'information sur cette initiative lancée par cette agence onusienne. Cette rencontre a permis de présenter et de mettre en débat le projet de ce plan national proposé par ce consultant, d'apporter les amendements nécessaires pour aboutir à un système fiable et fonctionnel pour faire face au problème de sécheresse et de se préparer à une résilience efficace.

Selon le directeur général de la DGF, dans le cadre de ce plan, qui s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre des décisions approuvées lors de la COP13 tenue à Ordos (Chine) en septembre 2017, l'ONU octroie son aide aux pays les plus touchés par la sécheresse ou la désertification. Ainsi, sur les 34 pays ayant été sélectionnés, figurent 20 pays africains dont l'Algérie, a-t-il fait savoir. Dans ce sens, un appel à candidature pour la sélection d'experts a été lancé par l'UNCCD afin de charger ses experts d'élaborer un plan de lutte contre la sécheresse spécifique à chaque pays concerné par ce plan d'aide.

Lors de cette rencontre, il a été expliqué qu'à travers cette initiative de l'UNCCD, il s'agit d'aider les pays retenus à renforcer la résilience à la sécheresse en mettant en œuvre des actions concrètes sur les systèmes de préparation à la sécheresse pour renforcer la résilience des personnes, des communautés et des écosystèmes. L'objectif consiste également à aider les pays sous la forme d'une «boîte à outils» de techniques reconnues à partir de laquelle les pays pourraient choisir un meilleur ajustement compte tenu de leur situation particulière. La première phase de l'initiative contre la sécheresse se concentrera à aider les pays à élaborer des plans complets de sécheresse nationale. Le plan national de la sécheresse précisera le processus pour faire face à la sécheresse et les activités liées à la sécheresse, telles que l'alerte précoce et la prévision, la définition des niveaux de déclaration de déclencheurs, des analyses d'impact, des recommandations d'intervention et les mesures d'atténuation.

Ce plan créera également une structure nationale du gouvernement pour coordonner les informations, identifier les moyens de se préparer à la sécheresse, identifier les différentes zones touchées par la sécheresse, identifier les risques liés à la sécheresse et communiquer l'étendue et l'ampleur de ces conditions de sécheresse. De plus, en cas d'urgence de la sécheresse inévitable, le plan permet d'identifier les moyens d'atténuer les effets des sécheresses, a-t-on expliqué.

Par ailleurs, M. Mahmoudi a avancé que l'Algérie envisage d'adhérer à un autre projet onusien intitulé «Initiative Grande Muraille Verte», dans le cadre du fonds Climat Vert, afin de pouvoir financer la réhabilitation du barrage vert du pays. «Le Grande Muraille Verte est un vaste projet de la FAO contre la désertification qui concerne toute l'Afrique de l'est à l'ouest et nous souhaitons en faire partie», a-t-il souligné. À cet effet, il a fait savoir que l'Algérie avait déjà déposé sa candidature auprès de la FAO pour un certain nombre de projets dans le cadre de ce programme.

M.B.

INDUSTRIE MÉCANIQUE ALGÉRIENNE

Des exportations vers la Tunisie et le Nigeria

Le Groupe mécanique public AGM (Algerian Group of Mechanics) a réalisé récemment des opérations d'exportation de ses produits vers la Tunisie et le Nigeria, a indiqué avant-hier le ministère de l'Industrie et des Mines dans un communiqué.

A travers sa filiale ORSIM (Société des industries mécaniques et accessoires), ce groupe a exporté vers la Tunisie douze (12) tonnes de produits de fixation en boulonnerie de haute résistance, qui sont utilisés notamment dans les assemblages en charpente métallique. Quant à la deuxième opération, réalisée par sa filiale SAMPO Algérie (Société de production de matériels de récolte) avec le concours de son partenaire finlandais SAMPO ROSENLEW, elle a porté sur l'exportation de moissonneuses-batteuses vers le Nigéria. Par ailleurs, le groupe AGM prévoit d'autres opérations d'exportations vers l'Afrique et l'Europe.Ainsi, avec le concours de son partenaire allemand Liebherr, le même groupe algérien devrait exporter vers les usines de cette société allemande, installées en Europe, des organes mécano soudés «très complexes et de forte valeur ajoutée», destinés à la production d'engins de travaux publics (pelles, bulldozers), précise le ministère.

En outre, avec le concours de son partenaire espagnol EUROPACTOR, il devrait aussi exporter des engins de compactage (12 à 20 tonnes) destinés à des pays africains.

Pour rappel, le Groupe AGM est constitué de 29 filiales dont 8 joint-ventures qui activent dans la production de machinisme agricole (tracteurs agricoles, moissonneuses-batteuses, équipements agricoles divers), la fabrication d'engins de travaux publics (engins de terrassement, engins compacteurs, bulldozers) et la production de moteurs diesel.

Ses activités portent aussi sur la production d'équipements industriels (pompes hydrauliques, robinetterie, boulonnerie/visserie, machines-outils, équipements didactiques, embarcations de pêche et de servitude portuaires en acier et aluminium) et sur la sous-traitance.

Employant 7 600 salariés, cette société publique est dotée d'un capital social de 37,3 milliards de DA et a réalisé un chiffre d'affaires de 30 milliards de DA en 2017.

M.D.

ANNULATION DU 16e FESTIVAL DE LA CHANSON AMAZIGHE DE BÉJAÏA

Logique, polémique ou manipulation ?

La décision prise par le maire de Béjaïa Hocine Mezougui, d'annuler la 16e édition du Festival de la chanson amazighe suscite une grande polémique depuis l'annonce par le maire FFS de Béjaïa, Hocine Merzougui. «Une annonce justifiée par l'Etat d'insalubrité avancée dans lequel se trouve la ville depuis de longs mois.

Bejaia, Noureddine Bensalem



Les élus à l'APC de Béjaïa et le député Chaffaâ Bouaiche voient dans ces réactions et critiques acerbes une manipulation. «Les manipulateurs de tous bords doivent se calmer un peu», écrit sur sa page Facebook le député du FFS Chafaâ Bouaïche. L'élu et tête de liste RCD à l'APC de Béjaïa, Rachid Mansouri, qui occupe le poste de vice-président chargé de la gestion des déchets, de l'environnement et des espaces verts, tente lui aussi de rassurer tout le monde. «Le Festival de la chanson amazighe ne peut pas faire l'objet d'annulation. En revanche, il a été décidé de le reporter à une date ultérieure, eu égard à l'urgence que constitue le problème d'insalubrité et de gestion des déchets ménagers dans notre commune», confiait-il à un confrère, ajoutant: «Il faudra d'abord assainir cette situation peu reluisante de l'environnement avant de penser à organiser ce festival». Il poursuit: «Le champ ne sera jamais laissé aux intégristes» pour répondre ceux qui accusent, à tort, le maire de céder du terrain aux islamistes. «Un raccourci», estime beaucoup de monde car, devant la saleté que vit la ville de Béjaïa et que tout le monde ne cesse de dénoncer, il est honteux de recevoir des gens alors que nous ne sommes pas en mesure de débarrasser la commune de ces ordures. Autrement dit, la priorité est de rendre la ville propre pour accueillir des festivités à coup de milliards de centimes. Ils estiment que ceux qui critiquent se braquent car, ils n'ont pas trouvé de sujet durant ces vacances caniculaires et qu'ils sont dans leur rôle.

Il est utile de rappeler que le vice-président chargé de l'environnement au sein de l'APC s'est exprimé il y a un peu plus d'une semaine au sujet des difficultés rencontrées dans la collecte et la gestion de déchets en général dans une vidéo postée sur Facebook, citant le blocage de l'EPIC et la fermeture du CET de Sidi Boudrehem. A vrai dire, le festival n'est pas annulé et les animateurs du Comité communal culturel de Béjaïa (CCCB), qui a remplacé le fameux comité des fêtes de la ville de Béjaïa s'affairent à préparer la 16e édition de ce festival culturel qui aura bel et bien lieu cette année. «Un montant de 40 millions de dinars devrait être alloué pour la tenue de ce festival qui verra la présence de plusieurs vedettes de la chanson kabyle dont Aït Menguellet, Idir, Takfarinas, Kamel Hamadi, Agraw, Amour Abdenour, etc.». Le maire lui-même a dû intervenir et poster une vidéo sur les réseaux sociaux: «Nous ne sommes pas contre l'art, ni contre la culture, et encore moins contre l'amazighité. Au contraire, nous avons de grands projets pour tamazight qui, grâce au partenariat entre l'APC de Béjaïa et le Haut-Commissariat à l'amazighité (HCA), vont voir le jour, et ce, dès la rentrée sociale prochaine».

Quatre milliards pour l'environnement

Et d'ajouter: «Les 4 milliards du festival serviront à embellir l'environnement et à débarrasser la ville des ordures», soulignant par la suite que personne n'est contre sa culture, mais que la situation ne prête pas à investir dans les spectacles». Toutes ces assurances n'ont pas réussi à calmer les esprits. Des voix se sont élevées pour critiquer, bassement, cette décision allant jusqu'à accuser, sur les réseaux sociaux, le maire de faire des concessions tantôt aux islamistes tantôt aux intégristes. En réaction à l'annulation de la manifestation, le vice-président de La ligue algérienne des droits de l'homme (LADDH) Saïd Salhi s'est indigné. Pour Salhi, «aucune justification ne peut être invoquée ou acceptée; le festival doit rester et continuer, ce que devrons faire comprendre à ceux qui détiennent les hauteurs que la culture ne peut être sacrifiée sous prétexte de difficultés économiques ou autres». «Cet argument ne tient pas la route, la culture comme l'éducation, d'ailleurs, sont toujours subventionnées par l'Etat en premier lieu, alors pourquoi se désengager maintenant?» s'interroge-t-il. Il continue: «Le festival est un espace de socialisation, de communion et de promotion de la culture amazighe et du sentiment de l'appartenance», plaidant ensuite pour «son maintien plus et pour la promotion et le renforcement de tous les espaces culturels». Pour leur part, les huit élus indépendants de l'APC de Béjaïa issus de la liste «Ensemble pour Bougie» estiment, dans une déclaration qui nous a été transmise, que «ne pas tenir ce festival est une fuite en avant».

Car, soutiennent-ils, "il ne s'agit pas de l'annuler ou de le maintenir. C'est plutôt son objectif qui pose problème aujourd'hui». Pour ces élus locaux de l'opposition, «ce festival doit «réapproprier sa vocation initiale, à savoir la promotion de la culture amazighe, dans toutes ses dimensions, notamment la promotion des jeunes talents en chanson amazighe». Cependant, ils déplorent le fait «ce festival ait été dévoyé, ces dernières années, de sa propre vocation, pour laisser place aux affairistes du monde culturel qui voient en cette manifestation un moyen de s'enrichir». Ils invitent l'APC de Béjaïa à «revoir de fond en comble la façon dont est organisé ce festival pour un véritable impact culturel sur la société». «Des militants» de la cause amazighe émettent un doute au sujet de cette annulation. Ils y voient «la main des intégristes», faisant allusion aux campagnes de dénonciation menées çà et là contre l'organisation de manifestations culturelles, notamment des soirées musicales. L'ancien député indépendant Meziane Belkacem ironise dans un commentaire sur facebook que «l'annulation du Festival de la chanson amazighe ne rendra pas la ville de Béjaïa plus propre, mais plus triste». Pour sa part, l'écrivain-éditeur et ancien militant du MCB Brahim Tazaghart, estime pour sa part, que «l'annulation du Festival de la chanson amazighe de Béjaïa est une grave erreur, surtout dans ce contexte précis.

Cette décision va, sans aucun doute, renforcer, sans le vouloir, une pensée simpliste qui veut persuader la population que la culture est un fait marginal, superflu, et dont on peut se passer sans conséquence aucune». Cet ancien militant du MCB tient à souligner qu' «au lieu de réclamer une politique culturelle qui soit au service de l'algérianité, des projets culturels bien conçus et bien réfléchis qui participent à l'éveil intellectuel du peuple, des cercles s'attaquent à la culture comme source du mal d'un pays rongé, paradoxalement, par l'inculture et l'incivisme». Djamel Arezki, écrivain, et militant de l'Amazighité, n'a pas hésité à critiquer la décision de préférer les ordures à la culture».

LUTTE CONTRE LA CRIMINALITÉ

Des véhicules saisis dans le Sud

Deux camions et trois véhicules tout-terrain ont été saisis avant-hier à Bordj Badji-Mokhtar et In Guezzam par des détachements de l'Armée nationale populaire, a indiqué hier vendredi le ministère de la Défense nationale dans un communiqué.

«Dans le cadre de la lutte contre la contrebande et la criminalité organisée, des détachements de l'ANP ont saisi jeudi à Bordj Badji Mokhtar et In Guezzam/6eRégion militaire, deux camions, trois véhicules tout-terrain, trois téléphones satellitaires et 104 640 unités de détergent», précise la même source.

Des éléments des Gardes-frontières ont mis, quant à eux, en échec des tentatives de contrebande de «plus de 7 256 litres de carburant» à Souk-Ahras, Tébessa et El-Taref/5e RM, ajoute le communiqué.Dans le même contexte, des éléments des Gardes-frontières et des Gardes-côtes à Tlemcen et à Aïn Temouchent /2 RM, ont arrêté «une personne et saisi 23,39 kilogrammes de kif traité et un véhicule touristique», tandis que des éléments de la Gendarmerie nationale ont saisi «34,814 tonnes de tabac» à Oran/2 RM.

D'autre part, des éléments des Gardes-frontières ont arrêté à Tlemcen/2e RM «11 immigrants clandestins de différentes nationalités».

Par ailleurs, une cache d'armes et de munitions a été découverte hier, lors d'une opération de fouille et de recherche près de la bande frontalière au niveau du secteur opérationnel Bordj Badji-Mokhtar par des éléments de l'Armée nationale populaire, a indiqué un autre communiqué du ministère de la Défense nationale.

«Dans le cadre de la lutte antiterroriste et grâce à l'exploitation de renseignements, un détachement de l'Armée nationale populaire a découvert, le 3 août 2018 lors d'une opération de fouille et de recherche près de la bande frontalière au niveau du Secteur Opérationnel Bordj Badji-Mokhtar, en 6e /Région Militaire, une cache d'armes et de munitions contenant (12) pièces».

Il s'agit d'»un pistolet mitrailleur de type Kalachnikov (PMAK), de trois pistolet semi-automatique de type Semionov (SKS), de sept fusils à répétition, d'un fusil automatique de type (FAL) et d'une importante quantité de munitions».

La cache contenait également «une quantité de kif traité s'élevant à (42) kilogrammes».

«Ces résultats réalisés par les unités de l'ANP au niveau de la bande frontalière, dénotent de la ferme détermination de nos forces armées à préserver la sécurité de notre pays et la protection de nos frontières», conclut le communiqué.

S.N.

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTERE DE LA SANTE, DE LA POPULATION ET DE LA REFORME HOSPITALIERE
CENTRE HOSPITALO-UNIVERSITAIRE DE BENI MESSOUS

NIF : 0986 1632 92 041 26

AVIS D'ATTRIBUTION PROVISOIRE DU MARCHE

Conformément aux dispositions des articles 65 et 82 du décret présidentiel N° 15/247 du 16/09/2015 portant réglementation des marchés publics et des délégations du service public, le CHU de Béni Messous informe l'ensemble des soumissionnaires ayant participé à l'avis d'appel d'offres national ouvert avec exigence de capacités minimales **n° 05/2018** relatif à **l'approvisionnement en réactif** au profit du centre hospitalo-universitaire de Béni Messous pour l'année 2018, répartis 36 lots séparés :

Paru dans les quotidiens nationaux suivants :
- ***Le Jeune Indépendant*** en date du **08/04/2018**
- ***El Hayat*** en date du **07/04/2018**
- ***Le BOMOP*** en date du **15/04/2018**

A l'issue des délibérations de la commission d'évaluation des offres et en application du système de notation fixé à l'article 24 du cahier des charges, le marché a été attribué provisoirement au soumissionnaire suivant :

Lot	SOUMISSIONNAIRE	Note technique	Montant minimum en TTC	Montant maximum en TTC	Observation
LOT N° 01 : REACTIFS POUR L'AUTOMATE DE SEROLOGIE AVEC MISE A DISPOSITION D'AUTOMATE)	SARL BH LAB NIF : 000716097470140	65/80	11 040 000.00 DA	14 160 000.00 DA	Offre la moins disante
Lot n° 02 : REACTIFS DE COPROCULTURE ET PARASITOLOGIE ET MYCOLOGIE PAR IC OU ELISA	Infructueux pour le motif suivant : aucune offre n'est réceptionnée				
Lot n° 03 : SUPPLEMENT POUR LA CULTURE EN MICROBIOLOGIE	Infructueux pour le motif suivant : aucune offre n'est réceptionnée				
Lot n° 04 : REACTIFS POUR LA RECHERCHE SEROLOGIQUE DES IgG ET IgM PAR TECHNIQUE ELISA ET IFI	Infructueux pour le motif suivant : aucune offre n'est réceptionnée				
Lot n° 05 : REACTIFS POUR LE DIAGNOSTIC DE LA TUBERCULOSE	Infructueux pour le motif suivant : aucune offre n'est réceptionnée				
Lot n° 06 : BANDELETTEES D ANTIBIOTIQUE POUR LA	SAR IMC NIF : 099916000780112	50/80	2 500 874.25 DA	3 678 438.75 DA	Le seul soumissionnaire
DETERMINATION DE LA CMI					préqualifié techniquement
Lot n° 07 : REACTIFS DE SEROLOGIE PARASITAIRES	Infructueux pour le motif suivant : aucune offre n'est réceptionnée				
Lot n° 08 : KITS DE QUANTIFICATIONS	SAR IMC NIF : 099916000780112	50/80	2 525 293.75 DA	4 123 405.10 DA	Offre unique
Lot n° 09 : ANTIGENES URINAIRES	SARL BH LAB NIF : 000716097470140	65/80	1 961 120.00 DA	2 973 810.00 DA	Offre unique
Lot n° 10 : MILIEUX DE TRANSPORT VIRAL	SARL IMD LABORATIORES NIF : 099916000785948	60/80	530 740.00 DA	1 392 300.00 DA	Le seul soumissionnaire préqualifié techniquement
Lot n° 11 : PRODUITS CHIMIQUES	SARL PROCHIMA SIGMA NIF : 001013026401461	70/80	24 699 291.33 DA	38 673 506.55 DA	Offre unique
Lot n° 12 : PRODUITS CHIMIQUES POUR LA BIOLOGIE MOLECULAIRE	SARL PROCHIMA SIGMA NIF : 001013026401461	70/80	5 915 585.20 DA	7 924 388.50 DA	Offre unique
Lot n° 13 : REACTIFS POUR PINK TEST	SARL PROCHIMA SIGMA NIF : 001013026401461	70/80	112 871.50 DA	183 173.73 DA	Offre unique
Lot n° 14 : REACTIFS POUR ADAMS ARKRAY (Dosage de l'HBA1c)	SARL BH LAB NIF : 000716097470140	65/80	2 565 640.00 DA	3 822 280.00 DA	Offre unique
Lot n° 15 : REACTIFS DE BIOCHIMIE POUR VITROS 350	SARL BH LAB NIF : 000716097470140	65/80	25 823 000.00 DA	38 278 016.00 DA	Offre unique
Lot n° 16 : REACTIFs POUR GAZOMETRI	Infructueux pour le motif suivant : aucune offre n'est préqualifiée techniquement				
Lot n° 17 : REACTIFS POUR MEDONIC (CA 620 ET M-SERIES)	Infructueux pour le motif suivant : aucune offre n'est préqualifiée techniquement				
Lot n° 18 : REACTIFS POUR LES THROMBOPATHIES	SARL SD MEDICAL ALGERIE NIF : 001616101058587	70/80	3 891 068.93 DA	5 885 886.07 DA	Offre unique
Lot n° 19 : REACTIFS D'AUTO IMMUNITE POUR BIOFLASH	SARL BH LAB NIF : 000716097470140	65/80	13 682 858.00 DA	20 601 042.00 DA	Offre unique
Lot n° 20 : REACTIFS POUR LE BINDING SITE	SARL BH LAB NIF : 000716097470140	65/80	9 187 395.00 DA	14 387 695.00 DA	Offre unique
Lot n° 21 : REACTIFS DE THERMOFISHER SCIENTIFIC	Infructueux pour le motif suivant : aucune offre n'est réceptionnée				
Lot n° 22 : REACTIFS POUR ELECTROPHORESE	Infructueux pour le motif suivant : aucune offre n'est préqualifiée techniquement				
Lot n° 23 : REACTIFS POUR ELECTROPHORESE CAPILAIRE	Infructueux pour le motif suivant : aucune offre n'est préqualifiée techniquement				
Lot n° 24 : REACTIFS POUR CAPPILARYS	SARL ALMED NIF : 099916000839430	70/80	1 720 303.20 DA	2 741 886.00 DA	Offre unique
Lot n° 25 : REACTIFS POUR ACL	Infructueux pour le motif suivant : aucune offre n'est réceptionnée				
Lot n° 26 : REACTIFS POUR QUIANCEL	SARL IMD LABORATIORES NIF : 099916000785948	60/80	3 911 768.00 DA	6 474 709.08 DA	Offre unique
Lot n° 27 : REACTIFS D'HISTOCOMPATIBILITE (ELISA+APCR)	SARL BH LAB NIF : 000716097470140	65/80	15 725 850.00 DA	23 569 140.00 DA	Offre unique
Lot n° 28 : TYPAGES HLA AVEC LOGICIEL DE LECTURE ADAPTABLE AU QUIANCEL	SARL BH LAB NIF : 000716097470140	65/80	952 000.00 DA	1 904 000.00 DA	Offre unique
Lot n° 29 : AUTRES REACTIFS POUR L'IMMUNOLOGIE	SARL IMC NIF : 099916000780112	50/80	8 380 870.12 DA	13 986 693.18 DA	Offre unique
Lot n° 30 : REACTIFS POUR SPECTROPHOTOMETRE ET AUTRES	Infructueux pour le motif suivant : aucune offre n'est réceptionnée				
Lot n° 31 : AUTO ANTICORPS DES MALADIES AUTO IMMUNES	Infructueux pour le motif suivant : aucune offre n'est réceptionnée				
Lot n° 32 : REACTIFS POUR BD COULTER FACS CANTO2	SARL IMD LABORATIORES NIF : 099916000785948	60/80	15 106 676.34 DA	22 999 867.80 DA	Offre unique
Lot n° 33 : GROUPAGES ET PHENOTYPAGES	SARL IMD LABORATIORES NIF : 099916000785948	60/80	10 087 511.00 DA	14 169 330.00 DA	Offre la moins disante
Lot n° 34 : REACTIFS POUR LA RECHERCHE D'AGGLUTININES IRREGULIERES	SARL BH LAB NIF : 000716097470140	65/80	4 569 600.00 DA	6 664 000.00 DA	Offre unique
Lot n° 35 : ALCOOL	SARL PROCHIMA SIGMA NIF : 001013026401461	70/80	3 839 444.00 DA	4 488 568.00 DA	Le seul soumissionnaire préqualifié techniquement
Lot n° 36 : REACTIFS POUR ANAPATH	EURL LAPROPHARM PLUS NIF : 000716097740674	70/80	22 288 236.00 DA	38 145 450.00 DA	Offre unique

Les soumissionnaires intéressés par les résultats détaillés de l'évaluation de leurs candidatures, offre technique et offre financière, sont invités à se rapprocher du service contractant au plus tard **trois (03) jours** à compter du premier jour de publication provisoire du marché.

Tout soumissionnaire contestant le choix retenu par la partie contractante dispose d'un délai de **dix (10) jours** à partir de la date de la première publication du présent avis dans les quotidiens nationaux, le portail des marchés publics où le Bulletin des opérateurs des marchés publics, pour introduire un recours auprès de la commission sectorielle des marchés publics, sise au ministère de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière (El-Madania, Alger). Dépassant ce délai, toute réclamation ou protestation sera considérée comme nulle et non avenue.

Le Directeur général

Le Jeune Indépendant **du 04/08/2018 / ANEP N° 823 775**

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

WILAYA DE TIPASA
DAIRA DE CHERCHELL
COMMUNE DE SIDI GHILES

AVIS D'ADJUDICATION

Le président de l'Assemblée populaire communale de Sidi Ghiles lance un avis d'appel à l'adjudication du marché hebdomadaire.

Les entreprises ou privés intéressés par ce présent avis doivent se présenter aux services de la commune pour le retrait du cahier des charges moyennant le paiement des frais d'impression.

L'ouverture de cette opération se tiendra au niveau de la salle des fêtes au siège de l'APC le 15/08/2018 à **14h00**.

La mise à prix est fixée à : **3.000.000,00 DA**
Le montant d'enchère est fixé à : **100.000,00 DA.**

LE PRESIDENT DE L'APC DE SIDI GHILES

Le Jeune Indépendant **du 04/08/2018 / ANEP N° 823 957**

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

WILAYA DE SETIF
DIRECTION DES RESSOURCES EN EAU

La Direction des ressources en eau de la wilaya de Sétif annonce à tous les soumissionnaires qui ont participé à l'appel d'offres N° 21/2017 concernant l'opération suivante : raccordement de divers centres de la wilaya à partir des nouveaux forages.
Concernant le projet suivant :

LOT 01 : raccordement du réservoir Ain Roua au nouveau forage Ain Roua 02. Paru en arabe dans le journal *EL MIHWAR* en date du 26/10/2017 et en français dans le journal *LE JEUNE INDEPENDANT* en date du 26/10/2017, que l'attribution provisoire du marché au soumissionnaire SNC bibi d'un montant de **65.086.633,50 DA** et d'un délai de réalisation de : (10 mois).

LOT 04 : raccordement du réservoir BOUGAA au nouveau forage AIN ROUA 01. Paru en arabe dans le journal *EL MIHWAR* en date du 26/10/2017 et en français dans le journal *LE JEUNE INDEPENDANT* en date du 26/10/2017, que l'attribution provisoire du marché au soumissionnaire Charaf Eddine Rabie d'un montant de : **119.534.588,46 DA** et d'un délai de réalisation de : (18 mois).

Lot 02 : raccordement du réservoir Tella au nouveau forage.
Paru en arabe dans le journal *EL MIHWAR* en date du 26/10/2017 et en français dans le journal
LE JEUNE INDEPENDANT en date du 26/10/2017, que l'attribution provisoire du marché au soumissionnaire – E.MI.V.A.R d'un montant de : **7.350.106,40** DA et d'un délai de réalisation de : (02 mois)

Lot 05 : raccordement du réservoir Tiner commune Ouled Saber au nouveau forage Tiner.
Paru en arabe dans le journal *EL MIHWAR* en date du 26/10/2017 et en français dans le journal
LE JEUNE INDEPENDANT en date du 26/10/2017, que l'attribution provisoire du marché au soumissionnaire – MAACHE ABD EL DJALIL d'un montant de : **14.970.128,60 DA** et d'un délai de réalisation de : (06 mois) est annulé pour les motifs suivants :

Marchés rejetés par le comité des marchés publics de la wilaya de Sétif, concernant lot 02 et lot 05.
Désistement de l'entreprise concernant lot 01 et 04.

Le Jeune Indépendant **du 04/08/2018 / ANEP N° 823 810**

SELON EXPERT MILITAIRE RUSSE

L'éventuel endroit du début de la Troisième guerre mondiale révélé

Des actions militaires secouent notre planète dans des lieux différents pouvant servir de point de départ pour un conflit à grande échelle. Konstantin Sivkov, expert militaire et membre-correspondant de l'Académie russe des sciences des missiles et de l'artillerie, a énuméré les principaux endroits où la 3e guerre mondiale pourrait débuter.



La probabilité du début de la Troisième guerre mondiale est relativement faible, pourtant, les menaces militaires ne diminuent pas en raison de l'aggravation des conflits régionaux, indique Konstantin Sivkov, expert militaire et membre-correspondant de l'Académie russe des sciences des missiles et de l'artillerie. Dans un article publié dans le Courrier militaro-industriel, M. Sivkov estime que les élites occidentales et transnationales utilisent les tensions régionales afin de déchaîner là où il le faut les conflits armés et les guerres, dans le but d'atteindre par ce biais des objectifs privés et mondiaux. « La création de l'État kurde avec le détachement d'une partie des territoires irakiens et syriens pourrait devenir un détonateur », indique l'auteur. « Le renforcement des positions de la Russie et de l'Iran dans la région peut contribuer à accroître l'activité militaire des États-Unis, d'Israël et de leurs alliés arabes ». En outre, Konstantin Sivkov n'exclut pas l'agression des États-Unis, d'Israël, des pays de l'Otan et de leurs alliés dans les monarchies du golfe Persique contre l'Iran, en indiquant que cette guerre locale serait de grande envergure et durerait plusieurs mois. L'expert estime que la condition pour l'apparition d'une telle guerre est «la reprise du programme de missiles nucléaires iraniens ou le début d'un conflit militaire avec l'un des principaux pays du golfe Persique, très probablement l'Arabie saoudite. » Selon lui, les principales sources de danger militaire au sud sont liées à l'instabilité de la situation dans les pays d'Asie centrale, principalement au Tadjikistan et en Ouzbékistan pour des raisons ethniques et religieuses, aux guerres en cours en Syrie, en Irak et en Afghanistan, ainsi qu'aux relations entre l'Inde et le Pakistan. Quant aux principales sources de tensions militaires à l'est, l'expert cite les contradictions dans la péninsule coréenne, entre le Japon et la Chine pour les îles contestées, entre le Japon et la Russie à cause des îles Kouriles, ainsi que le problème taïwanais. Par ailleurs, Konstantin Sivkov note la guerre en Afghanistan, où la Chine pourrait être entraînée, la « redistribution des sphères d'influence » dans l'Arctique et le désir de certains pays d'Amérique latine de se soustraire à l'influence des États-Unis.

R. I.



SELON L'ARMÉE US

La marine iranienne renforce sa présence dans le détroit d'Ormuz

AYANT MENACÉ de fermer le détroit stratégique d'Ormuz face aux sanctions américaines, l'Iran met clairement en évidence ses capacités navales. La marine iranienne a envoyé dans le détroit une centaine de navires dans une démonstration de force qui n'est pas passée inaperçue auprès de l'armée américaine. Le Corps des gardiens de la révolution iranienne semble se préparer à une démonstration de force majeure dans le détroit d'Ormuz, le seul exutoire du golfe Persique vers la haute mer, en démontrant sa capacité à fermer cette voie navigable stratégiquement importante. Le commandement central américain (CENTCOM) a tweeté mercredi que les forces américaines surveillaient de près la situation en cours. « Nous sommes au courant de l'intensification des opérations navales de l'Iran dans le golfe Persique, le détroit d'Ormuz et le golfe d'Oman… Nous suivons de près et continuerons à travailler avec nos partenaires pour assurer la liberté de navigation et la libre circulation du commerce dans les voies navigables internationales… Nous continuons également à plaider pour que toutes les forces maritimes se conforment aux coutumes, normes et lois maritimes internationales », peut-on lire dans les trois tweets qui ont été attribués au porte-parole du CENTCOM Bill Urban. Le détroit d'Ormuz est une route commerciale vitale : 20% du pétrole brut mondial passent par la voie navigable, qui ne mesure que 29 milles marins en largeur à son point le plus étroit.

Bien que l'Iran borde le détroit, il partage son contrôle avec les Émirats arabes unis et Oman, et c'est l'Iran qui organise annuellement des exercices militaires dans le détroit. **R. I.**

YÉMEN

La coalition saoudo-US massacre 60 civils dont des enfants

LA COALITION SAOUDO-US a commis un nouveau massacre à Hodeïda, à l'ouest du Yémen. Une soixantaine de personnes ont été tuées et une centaine d'autres blessées, le jeudi 2 août, dans les frappes aériennes de la coalition saoudo-US contre un port de pêche et un hôpital. Les victimes, dont de nombreux enfants, ont été évacuées vers l'hôpital d'al-Thawra. Selon un médecin, « de nombreux blessés ont été transférés vers d'autres hôpitaux ». « Nous ne pouvons toujours pas compter les victimes car elles sont nombreuses et dépasse la capacité d'accueil de notre hôpital », a-t-il indiqué. En réaction à ce massacre, Mohammed Ali al-Houthi, président du Comité révolutionnaire yéménite, a déclaré, ce vendredi 3 août, que les attaques de la coalition, considérée comme terroristes, constituaient un « crime de guerre » et une » violation flagrante des lois internationales ». « Le massacre qui a eu lieu ce jeudi à Hodeïda est un nouveau grand défi pour le Conseil de sécurité des Nations unies. Ce crime prouve, une fois de plus, que les dirigeants de la coalition ne cherchent qu'à anéantir le pays et sa population et ne sont nullement enclins au processus de paix. Les États-Unis, le Royaume-Uni, l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis commettent, en toute impunité, des atrocités de tout type », a déclaré Mohammad Ali al-Houthi. Il a en outre appelé le Conseil de sécurité à adopter une résolution sur la cessation des bombardements de la coalition saoudienne et la levée du blocus quasi total contre le Yémen, tout en accusant Washington et Londres d'avoir entravé jusque-là le processus de paix. « La nation yéménite sait que les femmes et les enfants sont massacrés par des armes américaines alors que les lois internationales interdisent leur utilisation contre les civils et le personnel médical », a-t-il souligné. La coalition militaire, dominée par l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis, a lancé au mois de juin une offensive contre la côte occidentale du Yémen, visant particulièrement le port stratégique de Hodeïda par où transitent les aides alimentaires destinées au peuple yéménite. Selon les chiffres de l'ONU, « le blocus saoudien est en effet la principale cause d'une famine qui menace aujourd'hui 8,4 millions de Yéménites et le pays reste plongé dans une grave crise humanitaire issue des conflits en cours ». **R. I.**

Notre classe politique a-t-elle une culture démocratique





Il est observé et relevé dans la pratique politique et les déclarations de la majorité des partis de l'opposition une polarisation de leurs activités dans la critique et la remise en cause systématique de toutes les actions, les mesures ou initiatives à caractères socio-économico-politiques qui sont engagés par les pouvoirs publics.

Notre propos ne remet pas en cause le droit des partis à s'opposer ou à critiquer la politique des pouvoirs publics qu'ils peuvent considérer comme contraire aux intérêts de l'ensemble des classes sociales ou d'une partie d'entre elles, en l'appuyant d'un argumentaire alternatif.

Le plus souvent, ils se distinguent par une surenchère dans les politiques sociales ou économiques initiées par l'Etat.

Les aides sociales dans de soutien et l'aide à l'emploie, le soutient des prix, l'aide au logement au bénéfice des couches défavorisées ou en situation de précarité, seraient pour eux, insuffisants et devraient être revalorisées pour la paraître plus magnanime montrer plus de sollicitude envers cette catégorie sociale, mais n'abordent jamais d'où puiser leur financement.

2- L'ouverture économique qui pourtant est modulée pour aboutir à une efficacité économique d'une part, et pour éviter une partie d'actifs ou évincer un effectif politique, selon que l'on soit adepte du tout Etat ou partisan du libéralisme une entreprise moribonde sous perfusion, soumise à la privatisation sera considérée comme bradée et les travailleurs abandonnés par contre la prudence dans la privatisation est perçue comme un frein à l'économie de marché. Souvent on se positionne en fonction de la conjoncture économique ou politique.

Ces réactions intempestives qui caractérisent l'opposition brouillent sa ligne politique et la rend inaudible auprès de l'opinion publique.

Leur vision politique est imperceptible, ils ne présentent aucun programme socio-économique qui crédibilisent leur formation dans la scène politique nationale. Certains chefs de parti qui se résume à quelques individus – pour exister, se distinguent par des diatribes à l'encontre d'institution que répercutent des médias pour se faire l'écho d'une propagande beaucoup plus préjudiciable à l'image de l'Algérie qu'elle ne sert la cause de ses protagonistes, par la grâce de la liberté d'expression.

Mais la plupart brillent par leurs incantations. Ils pensent qu'il suffise d'énoncer quelques aspirations, que par la magie du verbe, elles se réaliseront. A l'instar de Abderrezak Makri du MSP – il n'est pas le seul – qui récemment s'est lancé dans une initiative pour un consensus national en vue dit-il d'une transition politique et économique qui déboucherait sur une vision politique garantissant l'amorce d'un processus consensuel menant vers une élection présidentielle grâce à a des réalisations de réformes politiques qui garantiraient l'arrêt de la fraude et consacrent liberté, la démocratie et l'alternance pacifique au pouvoir après un mandat consensuel, sur la base de la compétitivité entre les programmes en assurant la responsabilité de la gestion » pour assurer « une stabilité, l'arrêt de la corruption, une meilleure exploitation des ressources disponibles et d'instaurer un climat d'affaires qui favoriserait l'investissement, la libre concurrence et l'égalité des chances ».

Le lecteur averti remarquera que cette image d'Epinal » qu'expose M. Makri, sur la pratique et la conduite des affaires publiques veut séduire des élites algériennes favorables aux pratique démocratiques que de conquérir une opinion publique désabusé par le langage démagogique des différentes formations politiques développé à l'occasion des élections parlementaires et locales passées.

C'est cette incapacité à fédérer les électeurs sur la base d'un programme politique qui les porteraient au pouvoir ou du moins, à le partager qui incitent une majorité de nos partis à crier au loup fraude électorale manipulation du pouvoir … pour acculer le pouvoir légitime à les associer à une phase de transition dans laquelle ils pourront jouer le rôle d'acteurs politiques, à défaut de l'avoir obtenu par la voie des urnes – acte hautement démocratique – pour le partage du pouvoir.

L'autre diablerie qui se veut politique, mais récurrente dans l'esprit de toute l'opposition confondue, que M. Makri reprend à son compte, est d'impliquer l'armée dans le changement politique.

CULTURE POLITIQUE ET DÉMOCRATIQUE

Autrement dit, il lui est demandé d'interférer dans le champ politique, de transgresser ses missions constitutionnelles. La ruse de M. Makri pour accéder au pouvoir est d'essayer de titiller l'ego d'officiers qui sont conscients des dangers du maintien du statu quo actuel » dit-il. A-t-il conscience que notre armée jouit d'un esprit de corps reconnu et respecté à l'intérieur et au-delà de nos frontières ? L'ambition personnelle l'aveugle comme ceux qui pensent comme lui. D'autre part, ce responsable de parti qui sous l'habit d'un parangon de la démocratie se pervertit en faisant appel au pouvoir. Le démocrate redécouvre une âme de putschiste. Une culture politique partisane que porte toute parti est celle qu'exprime ses militants qui ont en partage les mêmes aspirations, ont les mêmes opinions.

Les individus engagés dans le parti développent des idées communes et sont animés d'une même conviction.

Cette conception de l'organisation politique qui veut ériger un parti comme un modèle de société doit répondre là des intérêts socio-économiques pour lesquels aspirent des catégories socio-professionnelles qui s'identifient comme un groupe social particulier.

Celle peut être véhiculée par un facteur idéologique que sous-tend une lutte d'intérêts contradictoires entre différents groupes ou classes sociales.

La démocratie tant définie comme un régime politique dans lequel c'est le peuple en corps qui exerce la souveraineté, il faut donc se rendre à l'évidence que c'est le choix du souverain qu'il exprime par la voie des urnes qui s'impose à la communauté.

Nul ne peut substituer à ce principe de la démocratie une autre forme d'accès à la représentation du peuple sans enfreindre l'intérêt public qui est général en préférent l'intérêt privé qui est particulier.

C'est cette urne de substitution du pouvoir légitime, qui incarne le président de la République et les institutions élues par une instance de transition, qu'une partie de la classe politique « opposition » veut instaurer au nom de la « démocratie » le ridicule ne tue point.

D'autant qu'elle use et abuse de la liberté d'expression que la constitution consacre au nom de la démocratie.

D'où le constat désolant d'une absence de culture politique et démocratique au sein de notre opposition.

11e FESTIVAL NATIONAL DE LA CHANSON RAI

Pour la préservation d'un patrimoine

Le Festival national de la chanson raï, dont la clôture aura lieu, aujourd'hui, samedi 04 août, à la maison de la culture Kateb-Yacine de Sidi Bel Abbes, vise la préservation du genre, un patrimoine culturel authentique, selon son commissaire.

Lors de sa rencontre avec la presse, à la maison de la culture Kateb-Yacine de Sidi Bel Abbès, mercredi dernier, le commissaire du Festival national de la chanson Rai, l'artiste Mohamed Bousmaha, a affirmé que « cette manifestation vise à préserver le patrimoine culturel authentique du pays ». Cette édition verra la participation de jeunes artistes ayant prouvé leur présence sur la scène artistique et de noms célèbres dans le genre bédoui qui est l'origine de la chanson raï. Le commissaire déplore l'appel au boycott du festival sur les réseaux sociaux, estimant que cela signifie abandonner le patrimoine culturel algérien, sachant que le festival est « culturel par excellence », rapporte l'Agence presse services d'Algérie. Au sujet de la participation à cette édition, Mohamed Bousmaha a invité le public à venir confirmer la performance des artistes participants qui seront à la hauteur et satisferont le goût de l'assistance. L'accès est libre au festival et des instructions seront données pour faciliter l'entrée aux familles, afin de garantir le plaisir et assurer une bonne organisation des spectacles. Quant aux subventions allouées à cette édition par le ministère de la Culture, elles ne sont pas encore fixées selon le commissaire qui a affirmé que cette manifestation culturelle n'a pas un but lucratif. A la veille du lancement de cette édition, le commissariat du festival n'a reçu aucune subvention de la wilaya ou de la commune, mais il est en contact avec des parraineurs et des sponsors pour la réussite de cet événement culturel organisé par la wilaya de Sidi Bel-Abbès pour la dixième fois consécutive. En marge de l'animation de la scène, une exposition



nationale d'arts plastiques est proposée à la galerie des arts Nouara Tayeb et à la maison de la culture. Une trentaine d'œuvres picturales seront appréciées par les visiteurs, celles de dix artistes plasticiens sous le slogan Arts plastiques, outil de lancement et de communication. Pour la cérémonie de clôture de ce festival, la programmation comprend Cheb Hocine, Nedjma, Adoula, Cheb Mahfoudh, Cheb Riyad, Mohamed El Abbassi, Cheb Abbès, Cheikh Bellemou, Cheb Tarik et Yasmine Ammari. Initié par le ministère de la Culture en collaboration avec l'Office national des droits d'auteur et des droits voisins (ONDA), ce festival sera également consacré, lors de sa troisième soirée, à des tables rondes et des conférences débats avec des artistes, des académiciens, des hommes de culture et des journalistes, en vue de faire la lumière sur ce genre artistique depuis sa création et les étapes de son évolution.

R. C

TOMBEAU NUMIDE IMEDGHASSEN À BATNA

Une expertise européenne en septembre

UN GROUPE D'EXPERTS européens effectuera courant septembre prochain une visite au tombeau numide royal Imedghassen, dans la commune de Boumia à Batna, avec l'objectif d'établir « un diagnostic minutieux et précis » sur le plus ancien mausolée royal antique conservé d'Afrique du nord. .

La visite de ce groupe d'experts s'inscrit dans le cadre d'un programme de coopération entre l'Algérie et l'Union européenne de préservation du patrimoine culturel, elle permettra de « compléter l'étude préliminaire déjà élaborée sur ce site et d'arrêter avec précision les méthodes devant assurer la protection du tombeau », a affirmé le directeur de la Culture de la wilaya de Batna, Omar Kaâbour. Une sortie au mausolée d'Imedghassen a été effectuée cette semaine en vue de préparer la visite du groupe d'experts européens conduit par l'archéologue Castro Alexis. M. Kaâbour a précisé que cette opération vient suite à l'approbation, depuis près



d'une année, de la deuxième phase de l'étude du plan de protection et préservation du site archéologique numide Imedghassen, construit au IIIe siècle avant J.C. Le directeur a soutenu que le diagnostic, devant être établi en septembre prochain, devra permettre aux experts d'entamer les travaux de protection et préservation du site antique, rappelant que cette opération s'inscrit dans le cadre du programme de protection du patrimoine culturel Euromed, approuvé en 2012, qui concerne outre le tombeau numide royal Imedghassen, le palais Ahmed Bey de Constantine et la Casbah d'Alger. Le programme Euromed vise à valoriser et à sauvegarder le patrimoine culturel et l'identité des générations futures et ambitionne d'ouvrir des voies de dialogue et de compréhension entre les peuples des deux rives de la Méditerranée.

APS

11e Festival de la chanson oranaise

L'ouverture de la onzième édition du Festival de la chanson oranaise aura lieu au Théâtre régional Abdelkader-Alloula d'Oran, demain, dimanche 05 aout. Elle sera marquée par un hommage posthume au regretté Ahmed Wahby avec Houari Benchenet et Rabah Driassa. Une semaine durant, une trentaine d'artistes animeront la scène, Souad Bouali, Baroudi Bekhedda, Maati El-Hadj, Djahida Youcef et Khaldi Abdelkader, entre autres, sous la direction du chef d'orchestre Kouider Berkane. Aussi, des troupes artistiques de la chanson bédouine et de la poésie populaire (chiir melhoun) participent à cette édition. Les meilleures prestations seront récompensées après l'évaluation du jury, présidé par Bey Bekkaï.

SORTIR

TOURNEE
La chanteuse Samira Brahmia en concert (gratuit) avec Khliff Miziallaoua à la guitare, Hichem Takaoute à la basse, Karim Ziad à la batterie, Reda Mourah au clavier. Constantine : Aujourd'hui, samedi 04 août. Maison de la Culture Malek-Haddad.
Béjaïa : le lundi 06 août. Théâtre régional Abdelmalek-Bouguermouh.
Oran : le mercredi 08 août. Théâtre de verdure Hasni-Chekroun.
Tizi Ouzou : le vendredi 10 août. Maison de la Culture Mouloud-Mammeri.

CHAABI
Soirées de musique chaâbi. Centre des arts et de la culture du Palais des Rais-Bastion 23, Alger. 20h. Accès : 200 DA.
Le mercredi 08 août : Sid Ali Lekam, Aziouz Rais, Didine Karoum, Mohamed Amraoui.
Le jeudi 09 août : Samah Akla, Samir El Assimi, Noureddine Dziri, Kamel Fares.

DUO
Les interprètes de la musique andalouse Lila Borsali et Abbas Righi en concert. Le jeudi 09 août. 19h. Palais de La Culture Moufdi-Zakaria, Alger. passerelle entre le gharnati et le malouf.

ANDALOU
L'interprète de musique andalouse Nawel Mebarek en concert. Le jeudi 09 août. 18h. Les Sablettes, Alger. Avec l'orchestre Lfamilia dirigé par Mohamed Idir.

CINE-ESPANA
Cycle de cinéma Ventura Pons. Institut Cervantes d'Alger. 18h. Les jeudi 09, 16 et 30 août. Entrée libre. El porqué de las cosas,
Actrices, Anita no pierde el tren, Morir o no.

METAL
2e Metalgeria : journées portes-ouvertes sur le rock metal. 11h. Les vendredi 10 et samedi 11 août. Théâtre de verdure de Riadh El Feth, Alger. Concerts caritatifs avec six groupes, expositions, rencontres autour de la musique metal, projections de documentaires, ateliers, marché sur le metal…

LIVRE
Conférence de Mahieddine Khelifa autour de son ouvrage – et dédicace – Le manuscrit / L'histoire d'une famille juive en terre d'islam. Editions Gaïa. Le samedi 11 août. 16h. Librairie L'Arbre à dires. Hydra-Alger. Récit où la réalité côtoie l'imaginaire qui, en dépit des vicissitudes de l'histoire, révèle l'intégration de la communauté juive séfarade dans la société nord africaine.

PEINTURE
L'artiste peintre Nasreddine Brahami expose Un regard, autrement jusqu'au mercredi 15 août. Centre des arts et de la culture du Palais des Rais-Bastion 23, Alger.

PATRIMOINE
Exposition collective Patrimoine pictural. Musée d'art moderne et contemporain d'Alger-Mama jusqu'au mercredi 15 août. Œuvres de dix-huit plasticiens algériens.

THEATRE
Cycle de formation au quatrième art en ateliers. Théâtre communal d'Alger Centre.
Ecriture du texte théâtral du dimanche 02 au jeudi 06 septembre avec Ismail Soufit (dernier délai d'inscription, le jeudi 30 août).
Musique du dimanche 04 au jeudi 08 novembre avec le musicien Salsabil El Baghdadi (délai : le jeudi 1er novembre).
le Mise en scène du dimanche 02 au jeudi 06 décembre avec Youcef Taouint (délai : le jeudi 29 novembre). Frais : 1500 DA. Contact : Théâtre d'Alger Centre (ex-Casino) sis au 09, rue Larbi Ben M'hidi. Tel : 023 50 81 23